



## DÉBATS & ANALYSES

# La société civile est le vrai rempart contre la radicalisation

Pour Jean-Marc Borello, engagé dans plusieurs structures d'intermédiation culturelle, l'approche sécuritaire ne permet pas de répondre aux exigences de prévention

Par **JEAN-MARC BORELLO**

**L**es attaques terroristes qui ont en-deuillé la France et la Grande-Bretagne les 22 mai et 3 juin [à Manchester et à Londres] ont rappelé la persistance d'une menace dont l'intensité ne s'est jamais réduite depuis les attentats commis par Mohamed Merah. L'Etat, confronté à un phénomène inédit par son ampleur et sa brutalité, a fait le choix d'élaborer une réponse sécuritaire, la seule susceptible de se déployer dans l'immédiateté, de répondre à la dictature de l'urgence, de réaffirmer son autorité et d'apporter des résultats très concrets – et, ô combien utiles – consacrés par le démantèlement de plusieurs actes terroristes sur notre territoire.

L'approche sécuritaire a également eu pour conséquence d'occulter un certain nombre de questionnements sur notre société, d'ignorer, à défaut d'une pro-

fonde remise en question, une introspection nécessaire sur nous-mêmes. Comment se fait-il que des familles aux profils si différents, venant d'horizons multiples, des quartiers populaires au monde rural, puissent basculer dans la haine, la radicalisation terroriste, envisagent de rejoindre les théâtres de l'horreur et prévoient de frapper leurs propres concitoyens?

Toutes ces questions interrogent la conscience d'une nation. De fait, il y a lieu de se demander si une telle démarche est soluble dans une approche étatique façonnée par un jacobinisme encore tenace. Les forces de la société civile, elles, n'ont pas ces contraintes. Elles agissent directement sur le terrain, développent leurs propres capteurs, perçoivent les effets dévastateurs de l'assèchement de nos structures sociales et l'urgence de constituer des dispositifs permettant l'émergence d'une société réellement inclusive.



L'association Unismed, créée en 2005 à la suite de la crise des banlieues, a su développer une expertise rare en matière d'intermédiation culturelle, de gestion du fait religieux et de prévention de la radicalisation en accordant notamment une attention significative aux dispositifs de protection de la jeunesse. A ce jour, nos psychologues cliniciens et éducateurs spécialisés accompagnent plus de 150 personnes susceptibles de basculer dans une radicalisation violente. La multiplicité des profils suppose, en outre, une diversité de méthodes de prises en charge et un investissement lourd des praticiens.

Par-delà la question de la radicalisation, les mécanismes socioreligieux font l'objet de préoccupations permanentes que la législation, hélas parfois trop évolutive, ne permet pas d'appréhender très concrètement. Les spécialistes du fait religieux rencontrent chaque jour des manageurs désireux d'appréhender ce phénomène dans leurs entreprises avec le souci du respect de la liberté de conscience de leurs salariés comme de leurs usagers ou de leurs consommateurs.

Les éducateurs agissent quotidiennement pour développer une approche

critique, déconstruire les discours fondés sur la théorie du complot, restaurer du lien social qui humanise là où les approches sectaires isolent et disloquent le corps social. Ces soubresauts de la société civile doivent se nourrir des travaux universitaires et croiser les expériences internationales. Il revient, en outre, aux pouvoirs publics d'accompagner ces initiatives.

La deuxième étape de cette prise de conscience sera l'organisation par l'association Unismed du premier colloque émanant de la société civile française visant à croiser les regards de praticiens, d'universitaires, de représentants du corps social, en y ajoutant une dimension euroméditerranéenne, afin de réellement mutualiser les expériences et de constituer un réseau à l'appui des initiatives conduites par une société civile engagée, ouverte et entreprenante.

Associant tout à la fois les échanges ouverts en ateliers et les tables rondes, le colloque, que nous avons organisé début juillet, à Marseille, a eu pour objet d'aboutir à la rédaction d'un guide de bonnes pratiques fixant un cadre éthique partagé permettant de faire face concrètement à chaque situation incluant la dimension sociale et psycholo-

gique. Ce recueil constitue la première proposition issue des acteurs de terrain dans le domaine de l'action publique liée à la prévention de la radicalisation.

Les enjeux auxquels nous sommes confrontés dépassent les limites de l'action de l'Etat. Demain, la victoire tant espérée de la coalition face à l'Etat islamique ne fera pas disparaître les enjeux qui minent notre société. La question des *returnees* (ceux qui reviennent du djihad) se posera avec plus d'acuité, celle des enfants-soldats, ressortissants de nos pays, ayant grandi sur les théâtres de guerre, supposera une prise en charge particulière sur plusieurs années. Il faudra alors un bouillonnement intellectuel et un soutien de l'Etat qui ne pourra se faire sans un engagement opérationnel des acteurs de la société civile. Les défis sont nombreux, ils guident l'engagement d'aujourd'hui et l'investissement de demain. ■



**Jean-Marc Borello** est président d'Unismed et du Groupe SOS, principal opérateur de l'Etat en matière de prévention de la radicalisation